LES SYNDICATS AU CHILI

1. SITUATION SYNDICALE AU CHILI SOUS LA JUNTE MILITAIRE

2. BREF APERCU HISTORIQUE DU MOUVEMENT SYNDICAL CHILIEN

3. DECLARATION DE PRINCIPE DE LA CUT (1953)

4. PLATE-FORME DE LUTTE DE LA CUT (1953)

COMMUNIQUE DE PRESSE à l'occasion du 22ième anniversaire de la fondation de la CUT, 12 février 1975, du Comité de Solidarité Québec-Chili.

LA SITUATION SYNDICALE AU CHILI SOUS LA JUNTE MILITAIRE

En 1962, un agent de la CIA, William C. Doherty, voyageait au Chili pour le compte de l' "Institut Américain pour le Syndicalisme Libre" (AIFLD). Son but: provoquer des désaffiliations de la Centrale Unique des Travailleurs chiliens (CUT) en s'appuyant sur J. Goldsack du Parti Démocrate-Chrétien (P.D.C.) et sur quelques syndicats plutôt corporatistes comme celui des Marins (COMACH).

Cette tournée ne donna pas les résultats escomptés. L'AIFLD se contenta donc, sous prétexte d'aider le syndicalisme latino-américain, de former des "syndicalistes" au Chili même et dans quelques cas aux Etats-Unis, en particulier à Front Royal, en Virginie. [1]

Ce sont les élèves de l'AIFLD qui sont aujourd'hui à la tête de la nouvelle centrale chilienne créée par la Junte (CNT); le présent de COMACH: Eduardo Rios en assure la direction. G. Medina, qui dirigea la grève des cols blancs de la Mine El Teniente en '73 contre le gouvernement Allende, est à l'exécutif. Aussi n'est-il pas surprenant que cette nouvelle centrale réponde parfaitement au type de syndicalisme, "libre et démocratique" promu par l'AIFLD. Cet Institut financé à la fois par la CIA, le gouvernement américain, 95 compagnies dont la Kennecott Copper, la Anaconda: deux monopoles du cuivre (vous voyez le rapport), Readers Digest, IBM, en général des cies particulièrement anti-syndicales et même par les syndiqués de l'AFL-CIO (centrale américaine) véhicule le principe de la bonne entente et collaboration entre les trois composantes de la Trilogie: gouvernement - patrons - syndicats.

---

1. Ces informations sont tirées de la brochure: "Our AFL-CIO role in Latin America", en vente à la librairie Progressiste (522-1373); une adaptation française de ce texte est disponible au Comité Québec-Chili.

... /

Ainsi c'est accompagnée par les militaires et le patronat chilien que la CNT se rendit à la Conférence de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à Genève en juin '74. Cependant les représentants syndicaux de 120 pays refusèrent à la CNT le droit de représenter les travailleurs chiliens et ce fut la délégation de la CUT (abolie par la Junte) qui les représenta.

Les membres de la CNT ont dû se souvenir du dicton chilien: "Mieux vaut être seul que mal accompagné".

La stratégie syndicale de la Junte en trois temps

1ère étape: Le silence syndical (sept. 73 à déc. 73)

- Abolition de la CUT et de la plupart de ses syndicats et fédérations affiliés (plus de la moitié en juin dans la province de Santiago).

- Tous les droits syndicaux: droit de grève, de négociation, de grief, de réunion, de sécurité d'emploi, de choisir des représentants, sont abolis.

- Congédiements massifs des partisans soupçonnés de L'UP et du MIR, augmentation des heures de travail, remplacement automatique aux sièges libres du syndicat, quand le syndicat n'est pas aboli, par les plus âgés.

2ième étape: Naissance du Syndicalisme jaune, pro-patronal (déc. 73 à mai 74)

- Le 21 déc. 73, un décret permet la reprise des activités syndicales suite à la création de l'Association des Relations Industrielles (qui associe l'Etat, les patrons et les syndicats).

- Le syndicat est défini comme un instrument de transmission des

politiques et décisions des militaires à l'ensemble des travailleurs.

- Les réunions syndicales ne se font qu'avec l'approbation de la Police et le contenu est décidé à l'avance, aucune revendication nouvelle ne peut être faite.

Mais ces libertés ont vite été jugées dangereuses pour les militaires qui décidèrent de réorganiser à leur façon les travailleurs en fondant une nouvelle centrale.

3ième étape: les mécanismes du dialogue (1er mai 74 - 75)

- Pinochet rend public le 1er mai, fête des travailleurs, les nouvelles structures de "communication et de participation"; il assure les travailleurs de la collaboration des militaires pour que les plans économiques et la lutte à l'inflation soient réalisés. Un régime de perfectionnement professionnel est instauré afin d'assurer "un meilleur rendement".

- L'Ecole Pilote Syndicale de Concepción forme des moniteurs pour le futur Département d'Education syndicale.

- Une équipe de vedettes "syndicales" parcourent le monde pour expliquer que "le syndicalisme libre" existe enfin au Chili.

- Le Ministre du travail, N.D. Estrada, un militaire,déclarait à la revue "Vea", le 29 août 74, que jamais ne serait reconstruite une centrale unique des travailleurs parce que "les intérêts des travailleurs varient trop selon le secteur d'emploi", mais que le droit à la négociation collective serait restitué lorsque l'inflation sera contrôlée complètement. D'autre part, il expliquait que le ministère du travail donnerait une impulsion au syndicalisme patronal.

... /

- Le 28 septembre à Rancagua, près de la mine de El Teniente, l'AIFLD tenait un séminaire avec la Confédération des Travailleurs du cuivre. Le président du syndicat jaune à El Teniente a annoncé que la CNT allait entreprendre des actions communes avec les syndicats "officialistes" espagnols pour contrer la campagne du communisme international.

Le Syndicalisme de la Résistance

La lutte pour la reconquête des droits et libertés syndicales est le premier objectif de la CUT clandestine. Cette lutte passe par la désobéissance active aux décrets promulgués, en particulier par la grève. Plus de cinquante grèves ont été déclanchées au Chili depuis le Coup d'Etat, certaines provoquant une répression féroce.*

Nov- Déc. 73, grève des travailleurs de la construction du Métro et de l'entreprise Arica;

Janvier 74, grèves des boulangers de Santiago, des mineurs de "El Algarroto", de plusieurs sections de "El Teniente" et d'une manufacture de chaussures Royle, d'une entreprise de construction de maisons: toesca;

Mars 74, grèves dans les entreprises électroniques Arica et Textile umar de Santiago;

Avril 74, 20 entreprises de construction sont paralysées;

Mai 74, grève dans des sections de l'usine de vaisselle Ferriloza;

Juillet 74, arrêt de travail et présentation de revendications à l'Institut National de perfectionnement, à l'usine Pizarrono, dans une usine de matières plastiques, à la mine El Salvador, à la compagnie Indvea, à l'usine Textile Hirmas et chez les travailleurs des meuneries.

... /

AoOt 74, arrêt dans la construction à San Felipe, à la fonderie "Caleterres", à la mine El Teniente et dans les " undos" agricoles Nogales et Santo Domingo;

Décembre 74, arrêt de travail à la manufacture de papier "La Papelera" en banlieue de Santiago. La direction syndicale démocrate-chrétienne s'était farouchement opposée à la nationalisation de l'entreprise, sous l'U.P. Maintenant, la même direction syndicale qui n'a pas été abolie, s'oppose aux patrons de l'usine jugeant honteuses les conditions salariales des travailleurs.

Ceux-ci ont manifesté pour la première fois lors de l'anniversaire de la mort (1924) du fondateur de la première centrale ouvrière chilienne, Luis Emilio Recabarren. Un travailleur raconta: "nous avions tous très peur mais nous étions plus nombreux que prévu". Deplus les 1,200 travailleurs de l'usine, pour appuyer leurs revendications malgré les menaces de la direction de les dénoncer aux autorités militaires, ont refusé de participer à la fête traditionnelle de remise de cadeaux pour Noël, organisée par l'entreprise (Ercilla, No 2057, 7 janvier).

Comme réponse à la surexploitation actuelle, les travailleurs ont fait des sabotages et surtout ils pratiquent des ralentissements de production et l'abscentéisme.

Appel à la solidarité

Les dirigeants de la CUT en exil font sans cesse appel à la Solidarité, principalement à celle des organisations syndicales de toutes les tendances et affiliations, dans le monde.

La journée internationale de solidarité du 12 février vise principalement:

... /

1. à obliger la Junte militaire chilienne à respecter et à appliquer les résolutions de la Charte des Droits de l'Homme (ONU)

2. à obtenir la libération des prisonniers politiques

3. à intensifier le mouvement de boycottage d'envoi d'armes et celui des moyens de transport chilien

4. à accroître l'isolement diplomatique et économique de la Junte dans la communauté internationale.

---

* Dans plusieurs cas, il est difficile de parler de grèves - il s'agit plutôt d'arrêts de travail.

BREF APERCU HISTORIQUE DU MOUVEMENT SYNDICAL CHILIEN

L'histoire du mouvement syndical chilien peut se schématiser comme suit: la lutte pour l'unité des travailleurs de tous les secteurs économiques de la société, unité nécessaire pour arriver à la conquête du pouvoir par et pour les travailleurs.

Autour des années 1880 se constituent au Chili, les premières fédérations de sociétés d'entraide mutuelle dans le secteur minier et des secteurs industriels tels l'imprimerie. En 1909 est constituée une première centrale ouvrière: Grande Fédération Ouvrière Chilienne qui deviendra la Fédération Ouvrière Chilienne (FOCH) en 1917 sous la conduite du grand dirigeant syndical communiste Luis E. Recabarren et sous le mot d'ordre: "Le pouvoir pour les Exploités !" A cette époque, le syndicalisme était étroitement associé à la lutte des partis politiques de gauche. En 1938, la Confédération des travailleurs chiliens se liait à trois partis pour constituer le Front Populaire, cette expérience d'unité politico-syndicale permis le développement en profondeur de la conscience de classe des travailleurs chiliens.

Cependant, les périodes de violente répression gouvernementale et les difficultés d'unité au niveau des partis de gauche amena les syndicats chiliens à modifier leur conception de l'unité politico-syndicale.

En 1952, après des années de travail d'éducation syndicale et politique, des travailleurs on put constituer une centrale unique de tous les travailleurs chiliens (CUT) mais en totale indépendance des partis politiques ouvriers existants. Le président C. Ibanez définit ainsi la stratégie de la CUT d'alors: "Comme nous pouvons le remarquer à l'intérieur des objectifs syndicaux de la CUT, il y a un profond et sérieux contenu politique qui est celui de lutter contre l'ennemi sur n'importe quel terrain. Que ce soit la grève, élément fondamental, mais aussi en maintenant une lutte permanente, non seulement au niveau des entreprises privées mais aussi directement dans l'appareil d'état bourgeois et les gouvernements de la bourgeoisie, comme celui de cette époque-là".

Mais, comme le souligne la déclaration de principe de la CUT, loin d'être "apolitique", la Centrale désire demeurer indépendante des "gouvernements et sectarismes de politiques".

La société nouvelle qu'était en train de construire le peuple chilien sous la direction du gouvernement Allende, était le résultat d'un projet historique patiemment élaboré par le mouvement ouvrier dont l'une des expressions importantes était, et demeure, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT).

Depuis sa fondation en 1952, la CUT a essayé de toujours mieux préciser ses objectifs de lutte et d'élaborer des moyens aptes à les atteindre. Surtout à partir de son IIIe Congrès, tenue en 1962, la centrale syndicale commença à relier d'une façon harmonieuse son objectif à court terme - l'amélioration des conditions de vie des travailleurs -, à son objectif à long terme, défini comme étant la destruction du système capitaliste et la construction d'une société nouvelle, socialiste.

En effet, dans toutes les négociations collective, les revendications pour la hausse du salaire minimum, pour l'indexation des salaires au coût de la vie, pour la sécurité d'emploi, pour certains droits sociaux, etc, faisaient partie d'une plateforme plus large de lutte pour la conquête du pouvoir politique, instrument indispensable pour détruire le capitalisme et construire la société socialiste. Ainsi la Centrale affirmait que les revendications à court terme n'étaient que le minimum et que leur satisfaction n'apportait que des solutions temporaires au problème de l'exploitation de l'homme par l'homme. En cela, la Centrale était fidèle à la déclaration des principes qu'elle adoptait en 1952.

DECLARATION DE PRINCIPES DE LA C.U.T.

"Que le régime capitaliste actuel, fondé sur la propriété privée de la terre, des instruments et des moyens de production, et l'exploitation de l'homme par l'homme qui divise la société en classes antagoniques - exploités et exploiteurs - soient remplacés par un régime socio-économique qui élimine la propriété privée, afin d'arriver à la société sans classes dans laquelle sera assuré à l'homme et à l'humanité son plein développement.

Face au régime capitaliste, la Centrale Unique des Travailleurs fera une action revendicatrice, à l'intérieur des principes et méthodes de la "lutte des classes", conservant sa pleine indépendance face à tous les gouvernements et sectarismes politiques. Cependant, la CUT n'est pas une centrale "apolitique". Au contraire, représentant la conjoncture de tous les secteurs de la masse des travailleurs, son action émancipatrice sera développée au-dessus des partis politiques afin de maintenir sa cohésion organique.

La grève sera l'expression maximale de la lutte des classes salariées. La Centrale ne devra pas faire de différence entre les "grèves légales" et les "grèves illégales". Elle doit donc appuyer toute lutte juste visant à améliorer les conditions de vie et de travail et ayant pour but le respect des droits et des conquêtes des travailleurs.

La Centrale Unique a comme but premier l'organisation de tous les travailleurs de la ville et de la campagne (sans distinction d'appartenance politique ou religieuse, de nationalité, de couleur, de sexe, ou d'âge) dans une lutte à finir contre l'exploitation de l'homme par l'homme pour en arriver au socialisme intégral."

PLATE-FORME DE LA LUTTE, ADOPTEE EN 1953 PAR LA CUT.

1. Ajustement des salaires et traitements en relation avec le coût de la vie, à travers l'application d'une échelle mobile nationale pour le salaire minimum pour tous les travailleurs.

2. Egalité des droits juridiques, économiques et sociaux pour tous les travailleurs (ouvriers, paysans, employés).

3. Abrogation de la "Loi Maudite" et de toutes les autres lois répressives à l'égard des organisations de travailleurs.

4. Abrogation de la loi sur la syndicalisation des paysans et réforme du Code du Travail.

5. Présentation immédiate, au Congrès National, de projets de loi sur:
   - les traitements selon l'ancienneté
   - les allocations familiales
   - la sécurité d'emploi pour les employés du secteur privé

6. Contrôle conjoint du gouvernement et des syndicats sur les entreprises et les secteurs industriels vitaux pour l'économie du pays, et les industries alimentaires, du vêtement et du logement.

7. Baisse des prix des articles de première nécessité, des loyers et dissolution des monopoles.

8. Création de comités paritaires par industrie pour l'étude et l'application des normes salariales et des conventions collectives.

9. Etablissement d'un plan d'habitation populaire.

10. Récupération et contrôle total de toutes les sources de matières premières par le pays.

11. Participation des travailleurs dans la direction et la marche des entreprises.

COMMUNIQUE

Appel à toutes les organisations populaires et démocrates pour manifester leur solidarité avec le peuple chilien.

Aujourd'hui, 12 février, date anniversaire de la fondation de la Centrale Unique des Travailleurs (C.U.T.), nous désirons rendre hommage à tous les travailleurs et paysans qui, au Chili, résistent à la dictature fasciste instaurée par la Junte militaire présidée par le général A. Pinochet. Le coup d'état qui a mis fin à un authentique gouvernement populaire ayant l'appui de la plus grande partie du peuple et de ses organisations en particulier de ses organisations syndicales réunies en une centrale unique (CUT), met le gouvernement actuel du Chili en pleine violation du Droit International constituant ainsi un crime contre l'humanité, selon la Sentence du Tribunal Russell II. La dictature militaire chilienne est sans contredit la plus sanglante et brutale jamais vue en Amérique Latine car la répression y a acquis un rafinement exceptionnel.

Le tableau de la répression se matérialise comme suit: approximativement 20,000 morts, des douzaines de milliers de blessés,près de 150,000 personnes emprisonnées, 100,000 exilés forcés et près de 90,000 travailleurs dans le secteur public et 110,000 dans le secteur privé, en chômage politique (rapport du Prof. Luis Vitale, Tribunal Russell II - janvier '75). Les authentiques syndicats ont été abolis et la Junte essaie de mettre sur pied une nouvelle centrale (CNT) qui ne serait qu'une courroie de transmission de ses ordres aux travailleurs. L'ensemble des organisations syndicales internationales, la CISL (à laquelle est affiliée la FTQ), la CMT (à laquelle est affiliée la CSN), la FSM et la partie syndicale de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a condamné les violations totales des libertés syndicales au Chili.

Nous considérons que les vrais responsables de la situation de terreur qui opprime le peuple chilien sont le gouvernement des Etats-Unis, qui encourage de tels agissements. Nous condamnons de ce fait les Présidents Ford et Nixon et plus particulièrement Henry Kissenger dont la responsabilité dans le Coup d'Etat est maintenant démontrée. Nous considérons de plus que cette responsabilité est partagée par les entreprises américaines, dites multinationales, qui organisent le pillage des ressources des peuples de l'Amérique latine et mettent tout en oeuvre pour empêcher leur développement économique et social.

Aussi, en ce jour, nous faisons appel aux travailleurs et travailleuses québécois, à leurs organisations syndicales et à l'ensemble des forces populaires et démocratiques pour intensifier la lutte contre les gouvernements responsables de ce qui se passe au Chili, dont celui du Canada et contre ces sociétés multinationales qui agissent comme associés de ces gouvernements.

Nous demandons que suite à la résolution de la Fédération Internationale du Transport (Stockholm, sept. 74) tous les travailleurs du Transport et leurs organisations syndicales

boycottent les moyens de transport chilien. Nous demandons aussi que soient boycottées les livraisons d'armes aux militaires chiliens. Ces actions ont déjà fait preuve de leur efficacité.

Enfin, nous demandons à toutes les organisations syndicales du Québec de faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il mette immédiatement fin à sa collaboration avec les fascistes chiliens, isolant ainsi ce gouvernement illégitime et tortionnaire.

Montréal, le 12 février 1975

Comité de Solidarité Québec-Chili

Signataires du communiqué du Comité de Solidarité Québec-Chili,

à l'occasion de l'anniversaire de fondation de la Centrale Unique des Travailleurs Chiliens (CUT), 12 février 1975.

Yvon Charbonneau, président CEQ
Micheline Sicotte, vice-présidente CEQ
Léonce Pelletier, directeur général CEQ
Michel Agnafeff, directeur CEQ
Jacques Brodeur, Comité d'Action Sociale, CEQ
Fédération des Enseignants de CEGEP, CEQ

Norbert Rodrigue, vice-président CSN

Fernand Daoust, secrétaire-général FTQ

Conseil Central de l'Outaouais (CSN)
L. PH. Jalbert, président Conseil Central de St-Hyacinthe
Fédération Nationale des Enseignants du Québec (CSN)
Fédération du Bâtiment et Bois (CSN)
Assemblée Générale des délégués du Conseil Central de Montréal (CSN)
J. Girardeau, président du Conseil Central de Trois-Rivières (CSN)

Conseil du Travail de Montréal (FTQ)
Exécutif du Conseil du Travail de Trois-Rivières (FTQ)
Ed. Gagnon, Congrès du Travail du Canada (CTC), section Trois-Rivières

Léo Vigneault, directeur de l'information de l'UPA
Dr. François Dagenais, économiste à l'UPA

Syndicats CSN
Président CDS Richelieu-Yamaska
Syndicat des Travailleurs du C. Hospital St-Michel
A. Ouellet, Syndicat des Fonctionnaires Municipaux de St-Hyacinthe (CSN)
Syndicat Centre d'Accueil de Rouville
Président du syndicat Coopérative St-Damas
Directeur syndical, Fraternité des Travailleurs d'Abattoir Rouville.
H. Théroux, Syndicat Québec Poultry, Ste-Rosalie

Syndicats FTQ
Clément Chayer, président Local 1244, SCFP

Réjean St-Denis, président, section Revenu, SFPQ

Syndicats CEQ

Syndicat des Enseignants du Grand Portage
Association des Enseignants du Nord-Ouest Québécois
Association Professionnelle des Enseignants des Vieilles Forges
Association des Professeurs de Laval
Association des Professeurs de Lignery
Syndicat de l'Enseignement du Nordet
Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de l'Est du Québec
Association Professionnelle des Enseignants de la Région Carignan
Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de Youville
Syndicat des Enseignants d'Honoré Mercier
Association des Enseignants du Sud-Ouest du Québec
Syndicat des Enseignants de l'Ouest de Montréal

Organismes

Ligue des Droits de l'Homme
Service Universitaire Canadien Outre-Mer SUCO
Jeunesse Ouvrière Chrétienne JOC
Association Québec-Palestine
Carrefour International
Secrétariat Québec-Amérique Latine
Carrefour de Coopération Internationale, Sherbrooke
Jacques Couture, (RCM)
Carrefour des Groupes Populaires
Carrefour d'Education Populaire de Pte St-Charles
Maison du Quartier, Pte St-Charles
Perspectives Internationales COOPIN
Bureaux régionaux de SUCO: Québec, Montréal, Hull, St-Hyacinthe

Rassemblement des Comités de Citoyens de Hull (RCCH)
Comité Québec-Chili de Québec
Comité des Citoyens de l'Aire 10
Comité des Citoyens du Lac St-Charles
Clinique d'architectes de l'Aire 10
Association de comté du P.Q. de Rosemont
Conseil Exécutif du P.Q. de Hull
Ligue Socialiste Ouvrière
Centre d'Animation Populaire de St-Hyacinthe
Journal L'Amorce de St-Hyacinthe
Comité Québec-Chili de Trois-Rivières
Syndicat des Etudiants, CEGEP de St-Hyacinthe
Comité de Solidarité Internationale de Rouyn
Maison Coopérative de Services Populaires de l'Abitibi-Témiscamingue